

LETTRE

D'UN HABITANT

DE LA MARTINIQUE

A

TOUS LES AMIS DES NOIRS;

OU

NÉGROMANES DE FRANCE.



1789.

2

L I B R A I R I E

D E M A R T I N

D E M A R T I N

TOUS LES JOURS DES NOIRS,

ou

MAGASIN DE FRANÇAIS

1739

L E T T R E

*D'UN Habitant de la Martinique à tous
les amis des Noirs, ou Négromanes
de France.*

M E S S I E U R S ,

VOUS aurez appris, par les relations, le soulèvement particulier d'environ trois cents nègres, tant de la ville de Saint-Pierre que des campagnes voisines. Ce soulèvement, s'il n'eût point été arrêté dans son principe, pouvoit devenir une insurrection générale dans toute l'isle, qui n'alloit pas moins qu'à nous faire incendier & égorguer. Ce sont là les fruits des peines que vous prenez depuis quelque temps d'alarmer la conscience des particuliers, & d'aveugler le gouvernement sur les intérêts les plus importans de la nation.

Permettez à un habitant de la Martinique, planteur de cannes, de vous tracer quelques réflexions sans ordre ni méthode. Je ne fais pas écrire, je suis cultivateur ; mais si j'ai dans mon style l'aspérité des champs, j'en ai aussi la franchise & la vérité. Vous ne serez donc pas surpris de voir, dans le cours de cette lettre, des expressions assez fortes, mais très-convenables à la circonstance, au moment critique & à la situation dangereuse où je me suis trouvé, & où je suis encore : j'ai été environné de torches & de poignards ; & vous jugez, Messieurs, si cette po-

sition peut inspirer des égards pour ceux qui en sont les auteurs. J'entre en matière.

Un écrivain sans pudeur a osé calomnier les colons de la manière la plus indécente. Il a avancé, sur la propriété des nègres, les opinions les plus opposées au droit social & à la raison. Ce docteur suisse a été imité par plusieurs écrivains anglais, non pas dans son style, mais dans ses vues. Quelques auteurs français se sont livrés à des nouveautés avec autant d'inconséquence qu'ils ont adopté le charlatanisme de Mesmer & de Cagliostro. Vos sociétés ont été établies, dit on, pour traiter particulièrement cet objet; elles ont fait les plus grands progrès. Ces auteurs nationaux, en donnant dans les projets de nos ennemis naturels, n'ont pas aperçu, sous le nom de *philosophie*, la plus profonde politique.

Nos colonies produisent 300 millions; celles des anglais n'en produisent que 80; de sorte qu'en nous faisant perdre cette somme immense, qui entre dans le commerce, & y occasionne une réaction de plus de 1200 millions, les Anglais perdroient en apparence & en proportion, plus que nous: mais en calcul politique, perdre n'est rien, quand on peut forcer la nation rivale à un plus grand vide. Qui ignore, d'ailleurs, que ce sacrifice de 80 millions seroit remplacé, d'une manière bien triomphante, par les 150 millions qu'ils retirent de l'Inde, comme souverains? Ce produit est bien plus clair, puisqu'il n'exige aucune valeur pour l'obtenir; mais aussi on peut dire qu'il n'occasionne aucune réaction dans l'empire britannique.

Les Anglais obtiendroient donc une prépondérance bien décidée, par les moyens qu'ils retirent de l'Asie! car en faisant le sacrifice de leurs colonies, & en arrêtant la traite des nègres, ils diminueroient très-sensiblement les produits des nôtres: de sorte que cette fière nation, plus commerçante & plus ambitieuse que philosophe, se trouveroit en état d'étendre ses conquêtes à l'infini. Voilà, je crois, ce qui l'a déterminée à adopter les principes de ses écrivains.

Mais vous, Messieurs, il est bien étonnant que vivant

dans le sein de la France, tous nés français, jouissant à l'abri & sous la protection des lois, des douceurs d'une vie tranquille, vous vous permettiez de traiter de pareilles matières. Il est surprenant que le gouvernement souffre tous les écarts & les écrits indiscrets qui sont sortis de vos bureaux depuis quelque temps. Si c'est en vertu de la liberté de penser & d'écrire, on peut dire que la presse, loin d'être un bien, seroit la chose du monde la plus dangereuse. La liberté de penser sur toute autre matière, à la bonne heure; mais en fait de politique, celle qui blesse l'intérêt de son pays, ceci ne doit jamais entrer dans l'esprit de tout bon français. Il est vrai que quand on est livré à de si grandes spéculations, qu'on a de si grands projets à réaliser, qu'enfin on veut faire parler de soi, même en sacrifiant sa patrie, on ne s'amuse pas à conserver cet amour inné dans tous les cœurs français pour la personne de leur prince, & ce respect dû aux établissemens qui sont la source de la richesse du royaume, qui, sans eux, le feroient rentrer, avant 15 ans, dans l'état où il étoit du temps des croisades.

Il y a des savans parmi vous, Messieurs; j'aimerois mieux des patriotes; car vous êtes tous si dangereux, que je vous considère comme les plus grands ennemis de l'état. En effet, vos écrits ressemblent beaucoup au venin que le serpent de la Martinique répand dans le sang du malheureux qu'il a mordu. Il coagule ce sang avec une mortelle rapidité. De même, si on ne vous arrêtoit dans votre carrière, vous dessécheriez, en très-peu de temps, les canaux de la félicité publique. Car, sans colonies, que deviendroit la France, sur-tout dans un moment où elle n'a d'autres moyens d'exporter le superflu de son sol, d'alimenter & de donner du débouché à ses manufactures? Notre commerce de l'Inde est très borné; peut-être est-il onéreux, en ce qu'il ne s'opère pas par l'échange; que c'est avec de l'argent principalement qu'on le fait, & qu'on rapporte des objets, qui, malgré leur prohibition, entrent en partie dans le royaume, & y font en concurrence avec les articles de nos manufactures. Il nous

resteroit le commerce du Levant ; mais , sans colonies , ce commerce même deviendroit très-peu de chose.

A peine avons-nous passé le Sund , le commerce de la Baltique est dans l'enfance , & il n'arriveroit jamais à une forte constitution , sans les colonies , qui nous procurent les moyens d'échange , qui , sans elles , ne pourroient se faire qu'en argent. Et comment s'en procurer , sans les riches productions de l'Amérique ?

Je me rappelle d'avoir lu que M. de Belle-Isle avoit proposé d'abandonner les colonies , sous le prétexte qu'elles coûtoient plus à l'état qu'elles ne lui rapportoient. Cela prouve que dans ce temps-là on ignoroit ce qu'étoient les îles , & ce qu'elles pouvoient devenir. Qu'on l'ignorât alors je n'en suis pas surpris ; les ministres étoient tous occupés à se maintenir en place , & le jeu de l'intrigue absorboit leur temps , de manière que dans celui même qu'ils donnoient aux affaires , ils étoient plus affectés de conserver leur existence que des affaires publiques.

Mais , quand on se rappelle le haut degré de puissance & de gloire où la France est parvenue à l'aide de son commerce , qui lui-même s'est enrichi par les colonies ; lorsqu'on voit sous ses yeux l'opulence des ports de mer , l'industrie de nos manufactures & leurs richesses ; quand on voit aller 600 navires par an , tout chargés d'articles produits ou fabriqués en France , & en revenir chargés de denrées coloniales ; en un mot , lorsqu'on se rappelle que cette grande navigation donna le moyen d'armer les flottes royales : qui peut apprécier le bien que procurent les colonies ? & quel est l'homme assez imprudent pour oser écrire ou faire quelque chose qui tende à exposer leur organisation ? Les colonies , par leur importance , ne sont plus auxiliaires ni hors de l'état ; c'est l'état lui-même.

Vous avez , Messieurs , des vues de morale qui font honneur à votre cœur. Mais permettez que je vous demande si vous voudriez assimiler la conscience des empires , si je puis me servir de ce terme , avec celle des individus. Je ne le crois pas ; vous feriez une bien grande erreur ;

car il est incontestable que le péché d'un particulier peut faire la vertu d'un ministre. Richelieu étoit-il moraliste ? assurément on ne le dira pas, si on se rappelle le supplice des grands personnages qu'il a sacrifiés à ses vengeances particulières. Néanmoins, toutes les nations sont d'accord sur sa réputation, & les français sur-tout doivent le considérer comme un des plus grands ministres qu'ils aient eu ; ils doivent d'autant plus de respect à sa mémoire, que par l'abaissement des grands, il prépara aux races futures les plus heureuses destinées. On peut dire même, que sa profonde politique jeta les fondemens du bonheur public, en préparant les matériaux avec lesquels tous les députés de la nation, assemblés en ce moment, doivent régénérer le royaume.

J'ai été bien surpris de voir que M. Necker ait parlé des noirs dans son discours aux états-généraux. L'intérêt de la nation adoptive auroit dû plutôt enchaîner ses idées & faire taire son cœur.

Vos notions, Messieurs, sont les plus fausses sur les colonies, & vous avez cela de commun avec presque toute la nation, & même avec les personnes en place. Vos sociétés ont proposé les plans les plus absurdes, les plus bisarres, & en même temps les plus déraisonnables, sur la conduite des nègres & sur la culture des terres. Les unes ont proposé d'établir des moulins banaux pour y fabriquer le sucre ; les autres de donner de la terre & la liberté aux nègres dans un temps limité ; d'autres veulent qu'on fasse cultiver par des Européens, quoique sous un soleil brûlant & au risque de leur faire sauter le crâne. Voyez, disent-ils, la Nouvelle-Angleterre. Les Etats-Unis ne veulent point d'esclaves, à la bonne heure. La politique de ces contrées l'exige ainsi, comme la nôtre exige impérativement que nos terres soient cultivées ou bêchées par des esclaves. Il ne manque, à tous ces beaux projets, que la raison ; mais la raison veut que nos terres soient cultivées par des Africains, *pourvu qu'ils soient esclaves*. Cela est si absolu en fait de culture, qu'il n'est pas même possible d'apporter aucune modification à l'état présent des choses.

Je vous offense, Messieurs, je le vois; mais ce qui vous paroitra bien immoral, c'est que l'esclavage ne peut subsister sans autorité: peut-être même seroit-il dangereux d'établir un intermédiaire entre le maître & l'esclave. Vous direz que cela est fort malheureux; je le dirai comme vous, Messieurs; mais cela ne peut être autrement; car, quand le gouvernement en viendroit au point d'oublier assez complètement les intérêts de l'Etat, pour croire qu'il ne devoit pas y avoir d'esclaves dans la domination française, il ne seroit pas, je crois, assez injuste pour m'ôter la propriété de mes nègres, sans m'en payer la valeur; & quand il m'en auroit payé la valeur, il n'auroit encore fait que le tiers de la justice qu'il me doit; il faudroit en outre me payer mes plantations, mes bâtimens, mes manufactures & ma terre, qui, sans esclaves, me deviendroient à pure perte.

C'est en vain que vous prétendriez, Messieurs, que les affranchis cultiveroient nos terres à la journée, comme font les payfans en France. Plusieurs écrivains l'ont dit, & je vous le répète; une heure de travail suffit pour nourrir un nègre: comment pourroit-on espérer alors de le faire travailler au-delà du temps qu'il lui faut pour se procurer les besoins urgens de la vie? car les nègres peuvent aller nuds dans ce climat, ainsi que les Caraïbes que nous voyons venir de Saint Vincent à Saint-Pierre.

Après la guerre de sept ans, c'est-à-dire, à la paix de 1763, l'Isle de Saint-Vincent resta à l'Angleterre, & les Caraïbes, qui avoient toujours été attachés à la France, furent conservés dans leur territoire, que les Anglais ont vainement tenté de leur ôter depuis. Ce territoire comporte une des meilleures portions de l'Isle, & c'est, sans doute, ce qui avoit déterminé les Anglais dans leur tentative. Eh bien, Messieurs, ces Caraïbes, qui ont la meilleure terre, n'en exigent rien que quelques maïs; la chasse, la pêche leur suffisent; encore ils ne chassent & ne pêchent que quand la faim les sollicite. Depuis cent ans que nous les voyons venir parmi nous, ils n'ont acquis ni civilisation ni industrie.

Quant aux affranchis, on n'en voit jamais, même de ceux
qu'on

qu'on a tirés de la glèbe, vouloir faire leur état de cultiver. La plupart se livrent aux métiers, très-peu à la domesticité, mais un très-grand nombre reste dans une inaction absolue, & par-là, vérifie un proverbe nègre & trivial : *moi nègre libre* ; c'est-à-dire, fainéant ; & je reste les bras croisés devant ma porte, pour aller voler, le soir, les fruits de celui qui a pris la peine de travailler.

Dans l'établissement des colonies, le projet de la liberté étoit peut-être praticable ; & malgré que ce régime eût dès-lors arrêté le progrès des cultures, c'eût été une vertu de le réaliser ; mais aujourd'hui c'est un crime d'état.

J'ai lu, dans le *Courrier de l'Europe*, une lettre que vous écrivez à tous les bailliages, pour les engager à coopérer au grand œuvre de la ruine de l'état, en chargeant leurs députés de demander aux états-généraux l'abolition de la traite & la liberté de nos nègres. Probablement, Messieurs, vous avez de quoi nous payer. Cependant, comme la somme de nos propriétés n'est pas une bagatelle, il ne fera pas déplacé de vous dire à-peu-près à quoi elles se montent. Le voici en deux lignes, dans toutes les colonies françaises.

650,000 nègres à 1500 l., 975 millions,

passés pour 1 milliard.

En terres, plantations & manufactures. 2 milliards.

Total. 3 milliards.

Ceci n'est qu'une approximation ; cependant je crois pouvoir avancer que la valeur des terres excède. Quant à celle des nègres, il n'y a certainement pas 100,000 livres de différence. Ce tableau ne vous effraie-t-il pas, Messieurs ? & comment, & avec quoi voulez-vous nous payer ? Car enfin, des philosophes qui s'associent pour aider une portion de l'humanité, doivent, non-seulement ne pas fouiller leurs travaux, en préparant le massacre de 3 à 400,000 individus des deux espèces, mais encore ne pas consommer la ruine & l'anéantissement de 20,000 familles qui existent aux colonies ou qui vivent retirées en France. Seroit-il croyable qu'on eût un projet aussi barbare & aussi cruellement injuste ? N'avons-nous pas

acquis, possédé, cultivé & recueilli par la sanction des lois & sous la protection du gouvernement ? Et si l'impôt est exigé pour assurer à chaque particulier la jouissance paisible de sa chose, avec quelle sécurité ne devons-nous pas jouir, nous qui assujettissons nos denrées au fisc, avant de les envoyer en France, & qui les livrons dans nos ports à de très-grands droits encore ?

Vous voyez, Messieurs, que je m'échauffe un peu sur la liberté forcée: elle ne peut être volontaire, parce que, comme je l'ai dit plus haut, & comme plusieurs écrivains l'ont dit avant moi, les colonies ne peuvent exister sans esclavage: elle ne peut non plus être forcée, parce que le gouvernement n'a pas le droit de m'ôter mon bien, sans me payer. Eh! comment pourroit-il me payer? Plusieurs provinces de France, réunies, n'offrent pas la valeur des colonies.

De toutes les nations de l'Europe, la France est celle qui a le plus grand intérêt aux progrès de ses colonies. Il est bien étrange qu'au lieu de faire observer le silence le plus absolu sur l'esclavage, elle laisse tout dire, comme si de nos prospérités ne dépendoient pas sa puissance & sa gloire. Que l'Angleterre fasse des lois plus humaines pour son commerce de la traite; qu'elle fixe le nombre des nègres que doit porter un navire en raison de sa contenance; qu'elle prescrive plus d'humanité à ses marins dans les traversées; alors ses cargaisons arriveront en bon état, & se conserveront dans le pays, comme celles des Français; car il est essentiel d'observer, en rendant publiquement la justice à nos armateurs & à leurs capitaines, que nos traites se font avec infiniment plus de soins; que les Nègres arrivent toujours en bien meilleur état que ceux des Anglais: aussi les préférons-nous tellement, que nous les payons 3, 4, & même 500 liv. de plus par tête.

Si le gouvernement n'arrête pas vos écrits impolitiques, il est certain que l'état & la fortune des colons seront très-précaires, & que la valeur de leurs terres diminuera considérablement. D'après ce soulèvement, pouvons-nous dormir tranquilles? A combien de maux ne sommes-nous

pas exposés, sans compter que toute affaire est arrêtée ? Quel est l'homme assez téméraire pour oser faire des acquisitions ? Quel est l'homme assez heureux pour vendre ?

Sans vous, Messieurs, sans vos écrits indiscrets, nous possédions paisiblement : nos nègres ne songeoient pas à la liberté. Ils sont esclaves aux colonies, avec bien plus d'avantage que chez eux. On les apporte à l'Amérique, où ils y cultivent une terre qui enrichit la métropole : ainsi, d'un peuple passif, on en fait des laboureurs utiles à toutes les nations. Si leur esclavage enrichit l'état, s'il procure des jouissances à toute l'Europe, à 80 ou 100 millions d'individus ; si leur sort, quoi qu'on en dise, est moins dur que celui de plusieurs peuples, tout n'est-il pas bien ? Au reste, ce ne sont pas seulement les nègres qui sont esclaves ; les blancs, les Européens ne le sont-ils pas chez eux ? Dites-moi, je vous prie, Messieurs, si un soldat anglais, qui sert toute sa vie, sans pouvoir obtenir son congé, n'est pas un esclave, & un esclave mené bien durement ? Dites-moi si un matelot anglais, qui sert toute une guerre, durât-elle 20 ans, sans pouvoir seulement descendre du bord, n'est pas un esclave ? Dites-moi si un de nos soldats n'est pas dans le même cas, du moins tout le temps que dure son engagement ? Si ces diverses conditions ne sont pas esclavage, qu'est-ce que c'est donc ? Auriez-vous, Messieurs, à nous proposer une chimère, celle de rendre tous les hommes heureux ? Je vous en soupçonne, en considérant combien votre cœur est vaste, puisqu'il vous porte à des objets aussi éloignés, & qui ne devoient jamais vous occuper, si vous vouliez vous convaincre que vos travaux sont autant de sacrilèges contre votre patrie.

Hélas ! vous avez, au lieu d'aller si loin, & de vouloir faire voyager votre bienfaisance, tant de malheureux autour de vous, qui devoient bien plus immédiatement vous intéresser : ce sont là vos frères ; c'est votre sang, votre couleur ; c'est la même espèce. Faites en sorte que le paysan de la plupart des provinces de France ait du pain, qu'il ait de quoi se vêtir, se chauffer, lui & sa

famille , &c. ; tâchez qu'il soit dispensé de la taille , des gabelles , des aides , de la corvée , de la tyrannie des seigneurs , &c. Portez-vous ensuite dans ces asyles où le malheureux état des victimes qu'on y entasse à quatre ou cinq dans un lit , accuse le faste & les richesses d'indifférence sur leur sort. Quels plus beaux sujets d'exercer votre philanthropie ! Allez , Messieurs , on ne peut jamais faire tout le bien , ni réparer les torts , même ceux qui sont autour de soi , quand on auroit à sa disposition les revenus de l'empire. Ce seroit aussi impossible à pratiquer , qu'il est chimérique de le concevoir.

Il me semble que des philanthropes doivent travailler exclusivement à opérer le bonheur des hommes , & jamais à provoquer aucune révolution qui puisse occasionner une commotion affreuse , la mort d'un peuple & la ruine de la patrie. Votre zèle homicide rappelle à ma mémoire , avec la plus vive douleur , le souvenir de ces monstres qui , sous le manteau & au nom d'une religion de paix , ordonnèrent le massacre des Albigeois , celui de la Saint-Barthelemy , &c. Ces ministres inspirent encore l'horreur , quand leur caractère devoit forcer au respect.

Le dernier paragraphe de votre lettre , dans le *Courrier de l'Europe* , est , ce me semble , bien offensant. Vous dites : « On nous accuse d'en vouloir à la fortune des » colons ; nous voulons seulement épurer la source de » leurs richesses. » C'est en vérité , Messieurs , une sollicitude bien généreuse de votre part , de vouloir prendre soin du salut de nos ames. Mais n'auriez-vous pas assez du soin des vôtres , si vous parveniez à occasionner la destruction & la mort de 3 à 400,000 personnes ? Plusieurs des révoltés ont été suppliciés , & on instruit toujours contre ceux qu'on arrête journellement. Le sang coule , & c'est vous qui le versez ; vous , philosophes ! La catastrophe de la Martinique n'est peut-être qu'un diminutif de celles qui se préparent dans les colonies de la Guadeloupe & de Saint-Domingue , &c.

Vous voulez , Messieurs , épurer la source de nos fortunes. Qui vous a chargés de cette mission ? est-ce le saint

père? est-ce le monarque? Assurément, si les colons ont acheté leurs propriétés par autorité, & même encouragés par le gouvernement; s'ils ont payé exactement les impôts; s'ils ont fait justice à tout le monde; enfin, s'ils n'ont point blessé le contrat social, leur conscience doit être bien calme; & que peut-on leur reprocher? Vous voulez vous ériger en censeurs universels; mais le travail est immense, vous n'y pourrez suffire, & vous devriez plutôt vous borner à épurer la fortune des traitans: pressurez-les, vous en ferez sortir le sang du pauvre qu'ils ont dépouillé; accusez-les d'avoir arraché le seul écu qui restoit au payfan, mais de le lui avoir arraché avec toutes les rigueurs qui accompagnent la barbarie & l'insensibilité; comparez les fonctions de ces sangsues avec les nôtres: nous enrichissons l'état par nos produits; ils le ruinent par leur déprédation: ne souffrez pas ces inégalités révoltantes; je ne dis pas dans les rangs, mais dans les fortunes. Pourquoi n'empêchez-vous pas que ces hommes aient 100 mille livres de rente, tandis qu'ils ont à leurs côtés des milliers de pauvres qui manquent de pain. Nos nègres ne jouissent pas de la liberté, il est vrai; mais ils ont la nourriture assurée pour le reste de leurs jours, & ils vivent absolument sans souci à cet égard. Ils ont de quoi se vêtir autant que l'exige le climat. S'ils sont malades, les soins leur sont prodigués; deux grands motifs y portent le colon, l'intérêt & l'humanité; car il y a de l'humanité aux colonies, quoi qu'on en dise, proportionnellement plus qu'en France. Je voudrois, Messieurs, que dans votre zèle apostolique, vous puissiez venir aux Isles, vous vérifieriez ce que j'ai l'honneur de vous avancer; vous vous persuaderiez que les colonies ne peuvent exister autrement qu'elles ne sont établies aujourd'hui, & qu'une liberté est une chimère qui ne peut se réaliser sans inonder la terre du sang de tous les blancs, & de presque tous les nègres. Vous regretteriez peut-être d'avoir préparé, par vos écrits, un si grand malheur. Vous verriez encore des maîtres pleins d'une sollicitude paternelle pour leurs esclaves dans leur enfance, dans leurs maladies, dans leur

vieillesse. Je vous ferois voir qu'on ne les tue pas par tout par un travail excessif, & je vous le prouverois par 12 à 15 nègres que j'ai chez moi, qui ont depuis 70 jusqu'à 85 ans. J'en avois un de 90, que j'ai perdu dans l'ouragan de l'année dernière. Vous verriez comment j'encourage la population, en donnant des exemptions de travail aux femmes pendant leur grossesse, & après leur accouchement, en donnant de quoi se procurer des linges pour l'enfant, en dotant ceux qui se marient. Vous verriez de plus qu'ils ont, dans presque toutes les habitations, des terres qu'on leur abandonne, & qu'ils cultivent à leur bénéfice.

Il seroit possible cependant, que dans votre course vous rencontraisiez des maîtres assez durs pour n'être point arrêtés ni par leur intérêt, ni par l'humanité. Que faudroit-il en conclure ! Que c'est un abus de l'autorité ; mais cela ne prouveroit pas qu'il la faudroit détruire ; car si on détruisoit une institution parce qu'elle porte quelques abus, on les détruiroit toutes : il n'y en a aucune sur la terre qui n'en comporte & que l'on souffre, parce que la quantité de bien qu'elle procure est supérieure à celle du mal.

Quant à notre objet, je suis très-assuré qu'un intermédiaire entre le maître & l'esclave seroit dangereux, du moins un intermédiaire qui émanât de l'autorité suprême ou de la loi : si on en établissoit, il devroit être formé par les habitans & à leur réquisition : mais cet établissement même deviendra, je l'espère, très-inutile. Nous remarquons, depuis quelques temps, que les maîtres assez barbares pour exercer des cruautés sur leurs esclaves, ou pour en exiger un travail forcé, sont notés & généralement méprisés. Ils sont bientôt ruinés, parce que cette conduite, les menant à annuler leurs produits, ils perdent le crédit chez le négociant, comme ils perdent dans l'opinion de tous les hommes sensibles.

De ce que je vous présente une habitation, pour laquelle je n'ai point acheté de nègres depuis 40 ans, & dont la population suffit à ses travaux, il seroit très-inconsequent d'en conclure que la traite des nègres dût être

abolie. Il y a dans les colonies plusieurs habitations comme la mienne ; mais il en est un plus grand nombre qui en auront toujours besoin , soit pour remplacer ceux que leur enlèvent les maladies locales , soit pour des défrichemens ou de nouvelles augmentations, &c.

Avant de finir , j'aurois voulu vous faire un tableau du malheureux avenir auquel votre cruel systême nous prépare ; mais mon cœur est encore si ferré d'avoir vu éclôre le germe d'une conspiration générale , que je ne vois autour de moi qu'incendie , sang & carnage ; & l'idée d'un pareil tableau est trop déchirante , pour essayer de vous le peindre. Je me contenterai de vous dire , Messieurs , que votre morale n'a point été éclairée ; que vous avez trahi votre patrie ; que vous l'exposez à sa ruine , &c. parce que vous avez exalté les têtes de nos nègres & armé leurs bras. Je laisse sur votre conscience & à vos remords tous les événemens.

F I N.

